



Les syndicats et les associations d'enseignant-es du primaire lancent leur campagne contre le projet de loi visant à réduire d'une année de la formation initiale des profs

## Non à une «formation au rabais»



LOUIS VILADENT

**Enseignement** ▶ Le 22 septembre prochain, les Genevois-es diront si ils et elles souhaitent modifier la loi sur l'instruction publique (LIP), réduisant ainsi de quatre à trois ans la durée de la formation initiale des enseignant-es en primaire. Le projet de loi, accepté par la majorité du Grand Conseil en février, vise à «resserrer d'un quart le cursus d'une école jugée trop longue» et à aligner Genève sur les autres cantons, qui forment les étudiant-es en trois ans dans des Hautes écoles pédagogiques (HEP). «Ce qui motive les étudiants, c'est l'aspect pratique et concret d'un cursus en trois années, alors qu'une année supplémentaire inutile favorise le sentiment de temps perdu», peut-on lire dans le projet de loi.

Mais pour Francesca Marchesini, présidente de la Société pédagogique genevoise (SPG), cet argument ne tient pas. «Cette vision étroite éclipse totalement les besoins spécifiques à Genève.» Selon elle, le contexte local justifie tout à fait une formation de quatre ans. Par exemple, «plus de 50% des élèves dans nos classes sont allophones et nos effectifs sont toujours parmi les plus élevés de Suisse».

### Coûts en débat

Et Jocelyne Haller, ancienne députée et membre de Solidarités et d'Ensemble à gauche, de dénoncer le «choix de la médiocrité fait par la droite, comme s'il s'agissait d'un luxe d'offrir aux élèves et aux parents un service de qualité. On ne peut pas mieux former en étant moins formé», fustige-t-elle. D'autant plus que «la tendance internationale

est justement de proposer des formations en quatre ans», précise Francesca Marchesini. «La Suisse est désormais le seul pays de l'OCDE à former encore ses enseignants primaire en trois ans. Récemment, la Belgique a été le dernier pays à passer à quatre ans. Il faut se montrer ambitieux et s'opposer fermement à la réduction de la formation genevoise au prétexte de s'aligner aux normes suisses.»

Dans ce débat, l'autre argument avancé par le Conseil d'Etat et la majorité de droite du Grand Conseil est celui des coûts. Plus précisément des coûts que Genève doit assumer lorsque ses étudiant-es partent se former en HEP dans les autres cantons (plus de 4,5 millions de francs par an pour le primaire). D'après l'exécutif, une formation en trois ans, «plus pratique», permettrait de rapatrier des étudiant-es à Genève. Un argument fallacieux, selon Jérôme Simonet, membre de l'association des étudiant-es en formation à l'enseignement primaire (ADEFEP). «L'exode des étudiants est lié au numerus clausus fixé à 100 élèves par l'université de Genève. Celles et ceux qui partent dans les HEP ailleurs le font uniquement car ils ont été recalés ici. Abaisser la durée de la formation, en plus d'abaisser la qualité de l'éducation

**«La Suisse est désormais le seul pays de l'OCDE à former encore ses enseignants primaire en trois ans»**

Francesca Marchesini

à Genève, ne changera strictement rien au problème.»

### Enseignant-es polyvalents

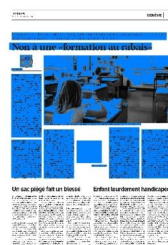
Concernant la qualité de l'enseignement, la majorité de droite affirme dans son projet de loi que la formation de trois ans pourrait être suivie par «une formation complémentaire optionnelle en emploi qui permettra, à raison de deux années à mi-temps, d'ajuster les connaissances nécessaires au cycle élémentaire ou au cycle moyen». Mais pour Sophie Demaurex, députée socialiste au Grand Conseil, «cela coûterait plus cher au canton, puisque la formation universitaire est financée en partie par la Confédération, alors que la formation continue ne l'est pas». D'autant plus que, pour Thérèse Thevenna-Christen, du Comité autonome des formateurs d'enseignants (CAFE), «la recherche montre qu'il est beaucoup plus difficile de combler des lacunes par de la formation continue, que de bien former les enseignants au départ».

Enfin, Marjorie de Chastonay, députée verte et enseignante au primaire, rappelle que «la formation en quatre ans dispensée à Genève permet aujourd'hui de pouvoir enseigner de la 1P à la 8P, ce qui ne sera plus le cas avec une formation en trois ans. Les étudiants devront choisir dans quel cycle enseigner ou bien compenser par des formations continues onéreuses pour le canton». Et l'élue d'ajouter qu'aujourd'hui, «de nombreuses réorganisations internes permettent aux enseignants une mobilité professionnelle, et donc une meilleure santé au travail. La volonté de la droite de vouloir accélérer l'entrée sur le marché du travail péjorerait cette flexibilité». D'après les chiffres donnés par la Tribune de Genève, les cas de «changement ponctuel» s'élevaient à 63 en 2023, et 73 employé-es étaient à cheval sur deux cycles. I



Le Courrier  
1211 Genève 8  
022/ 809 55 66  
<https://lecourrier.ch/>

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 6'575  
Parution: 5x/semaine



Page: 5  
Surface: 83'492 mm²



UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE

Ordre: 1094772  
N° de thème: 377.116

Référence: 92909749  
Coupure Page: 2/2



Pour la SPG, «le contexte local justifie tout à fait une formation de quatre ans» pour les futur-es enseignant-es. KEYSTONE PHOTO PRÉTEXTE